

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE ROMAGNAT**

L'an deux mille vingt-et-un, le 10 avril, à 9 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de ROMAGNAT (Puy-de-Dôme) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la salle André Raynoird, sous la présidence de M. Laurent BRUNMUROL, Maire. Date de convocation du Conseil Municipal le 02 avril 2021

**ETAIENT PRESENTS :**

M. BRUNMUROL, MME BOUCHET, M. FONTENILLE, MME LELIEVRE, M. CEYSSAT, MME DEMOUSTIER, M. LARDANS, MMES GILBERT, MOTA-DI TOMMASO, M. CHAUVET, MME GAUTHIER-RASPAIL, MM ZANNA, FARINA, MICHEL, VAUCLARD, MMES MENNUTI, SCHEREPIN, M. RIEUTORD, MMES, CHARTIER (jusqu'au point 13 inclus), DUGAT, ROY, M. SUTEAU, MME DUMAS,

**ETAIENT REPRESENTES :**

Monsieur FERRANDON qui avait donné procuration à Monsieur FARINA  
Madame BRUGIERE qui avait donné procuration à Madame DI TOMMASO  
Monsieur DE SOUSA qui avait donné procuration à Monsieur BRUNMUROL  
Madame BUGUELLOU-PHILIPPON qui avait donné procuration à Madame GILBERT  
Madame BARREIROS qui avait donné procuration à Madame MENNUTI  
Monsieur PETIT qui avait donné procuration à Madame BOUCHET  
Madame CHARTIER qui avait donné procuration à Monsieur LARDANS (à partir du point 14 inclus)

**Secrétaire de séance** : Mme GAUTHIER-RASPAIL est désignée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**HUIS CLOS** : En raison du contexte sanitaire, et afin de limiter les risques de contamination à la COVID-19, Monsieur le Maire, demande, conformément à l'article L2121-18 du code général des collectivités territoriales, aux membres de l'assemblée d'instaurer le huis clos pour la totalité de la séance du conseil municipal. Cette demande est approuvée à l'unanimité des suffrages exprimés (29 voix pour).

Monsieur le Maire met ensuite aux voix le compte-rendu de la réunion du 4 mars 2021. Ce document est adopté (26 voix pour, 3 voix contre) puis Monsieur le Maire aborde l'ordre du jour.

1. **Objet** : **01 - 210410-01 - Budget communal– Vote du compte administratif 2020 et affectation du résultat**

La présentation de l'exécution budgétaire 2020, tant en dépenses qu'en recettes, fait apparaître les résultats suivants (cf document détaillé joint à la note de synthèse) :

Total des dépenses de fonctionnement : 7 808 162.71 €  
Total des recettes de fonctionnement : 7 853 730.41 €  
Résultat de fonctionnement 2020 : 45 567.70 €

Total des dépenses d'investissement : 4 663 073.67 €  
Total des recettes d'investissement : 2 649 095.11 €  
Résultat d'investissement 2020 : - 2 013 978.56 €

Les éléments établis à partir du compte administratif et du compte de gestion 2020 se présentent de la manière suivante :

|                | Résultat de clôture 2019 | Part affectée à l'investissement 2020 | Résultat de l'exercice 2020 | Résultat de clôture 2020 |
|----------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Investissement | 1 794 735,08€            |                                       | -2 013 978.56€              | -219 243.48€             |
| Fonctionnement | 803 588,61€              | 203 588.61€                           | 45 567.70€                  | 645 567.70€              |

Il est proposé au Conseil :

- **D'approuver le compte administratif 2020** ; Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle conformément à l'article L2121-14 du C.G.C.T. ;
- **D'affecter** au compte 001 du budget 2021, en dépenses d'investissement, le résultat de clôture

d'investissement 2020, soit la somme de 219 243.48 € ;

- **D'affecter** au compte 1068 du budget 2020, en recettes d'investissement, une partie du résultat de clôture de fonctionnement 2020, soit la somme de 45 567.70 €.
- **D'affecter** au compte 002 du budget 2021, en recettes de fonctionnement, le solde du résultat de clôture de fonctionnement 2020, soit la somme de 600 000 €.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 28 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

## 2. Objet : **210410-02 Budget Communal– Approbation du compte de gestion 2020**

Compte tenu des éléments transmis par le comptable public, et après s'être assuré que l'intégralité des dépenses et des recettes ont été enregistrées conformément au compte administratif 2020, Monsieur le Maire propose au conseil :

- **d'approuver** le compte de gestion 2020.

Une synthèse du compte de gestion est jointe en annexe et sa version intégrale reste consultable en mairie.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

## 3. Objet : **03 - 210410-03 - Taux d'imposition 2021**

La maîtrise des dépenses de fonctionnement et la gestion dynamique de la dette ont permis, depuis 2014, de garantir les équilibres budgétaires sans augmenter les taux d'imposition.

L'exercice budgétaire 2021 est bien évidemment très impacté par la crise sanitaire qui a affecté non seulement à la baisse certaines recettes mais aussi à la hausse certaines dépenses. Grâce aux excédents antérieurs capitalisés, les équilibres budgétaires sont garantis et les objectifs municipaux financés sans augmenter la pression fiscale des ménages et des entreprises installés sur le territoire communal.

La dynamique de l'assiette fiscale produit des recettes fiscales en légère augmentation et suffit, au titre de l'année 2021, à financer l'augmentation des charges courantes.

La réforme de la fiscalité locale instaurant notamment la suppression de la taxe d'habitation entraîne deux nouveautés importantes en matière de taux :

- En ce qui concerne la taxe d'habitation, les communes n'ont pas à voter de taux en 2021 et 2022. Elles recouvreront leur pouvoir de taux en 2023. Pour les résidences secondaires le taux de référence est celui de 2019.
- En ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés bâties : le nouveau taux de référence est le taux communal 2020 majoré du taux départemental 2020 (20,48%). Ce nouveau taux de référence peut augmenter ou diminuer dans le respect des taux plafonds.

Comme la compensation du produit de la taxe d'habitation par la part départementale de la taxe sur le foncier bâti ne coïncidera pas à l'euro près, un coefficient correcteur est prévu sauf pour les communes dont la sur compensation serait inférieure ou égale à 10 000 €. Ce coefficient correcteur sera le rapport entre les recettes avant réforme et les recettes après réforme.

Désormais le nouveau taux pivot de la fiscalité locale est le taux du foncier bâti.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal de voter les taux des taxes directes locales comme suit :

| Taxe  | Taux 2020 | Taux 2021  |
|---|-----------|--|
| Taxe d'habitation ( <b>taux figé par la réforme de la taxe d'habitation</b> ) | 13,24 %   | -  |
| Taxe sur le foncier bâti  | 17,93 %   | Part communale : 17,93 %<br>+<br>Part départementale : 20,48 %<br>Nouveau taux de référence : 38,41% |
| Taxe sur le foncier non bâti  | 86,84 %   | 86,84 %  |

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 26 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 3  |

#### 4. **Objet : 04 - 210410-04 - Budget communal– Budget primitif 2021**

Présentation générale des crédits inscrits au budget primitif 2021- ville

##### **Section de fonctionnement :**

| DEPENSES                              |                     | RECETTES                            |                     |
|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------------|---------------------|
| 011- Charges à caractère général      | 1 177 230.00        | 002 - Résultat de fonct. reporté    | 600 000,00          |
| 012 - Charges de personnel            | 3 685 700.00        | 013 – Atténuation de charges        | 168 000.00          |
| 014 - Atténuation de produits         | 583 259.00          | 042 – Opérat. d'ordre entre section | 246 578.87          |
| 022 - Dépenses imprévues Fonct.       | 45.74               | 70 - Produits des services          | 445 570.00          |
| 023 - Virement à la section d'invest. | 465 000.00          | 73 – Impôts et taxes                | 4 449 791.00        |
| 042 – Opérat. d'ordre entre section   | 497 549.13          | 74 – Dotations et participations    | 1 215 365.00        |
| 65 - Autres charges gestion courante  | 811 800.00          | 75 – Autres produits de gestion     | 150 300.00          |
| 66 – Charges financières              | 124 600.00          | 76 - Produits financiers            | 51 079.00           |
| 67 – Charges exceptionnelles          | 3 000.00            | 77 - Produits exceptionnels         | 21 500 .00          |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>7 348 183.87</b> | <b>TOTAL</b>                        | <b>7 348 183.87</b> |

Il est précisé, concernant la dépense inscrite au compte 657362 de la section de fonctionnement (versement de la subvention au C.C.A.S.), qu'il est proposé le versement de 361 000 € répartis de la façon suivante :

- 213 000 € sur le budget principal du C.C.A.S.
- 148 000 € sur le budget annexe de la structure multi-accueil

**Section d'investissement :**

| DEPENSES                             |                     | RECETTES                              |                     |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------|
| 001 Solde d'exécution reporté        | 219 243.48          | 001 Solde d'exécution d'inv. reporté  |                     |
| 020 Dépenses imprévues Inves.        | 4 255.92            | 021 Virement de la sect. de fonct.    | 465 000.00          |
| 040 Opérations d'ordre entre section | 246 578.87          | 024 Produits des cessions d'immo.     | 316 978.00          |
| 041 Opérations patrimoniales         | 16 683.81           | 040 Opérations d'ordre entre section  | 497 549.13          |
| 16 Emprunts et dettes assimilées     | 524 173.95          | 041 Opérations patrimoniales          | 16 683.81           |
| 20 Immo. Incorporelles               | 17 479.80           | 10 Dotations, fonds divers et reserv. | 472 067.70          |
| 204 Subv. d'équipement versées       | 1 131 322.84        | 13 Subventions                        | 2 402 165.75        |
| 21 Immo. corporelles                 | 1 755 479.17        | 16 Emprunts et dettes assimilées      | 3 986 519.00        |
| 23 Immo. en cours                    | 4 320 237.69        | 20 Immobilisations incorporelles      | 0.00                |
| 27 Autres immo financières           | 147 707.47          | 21- Immobilisations corporelles       | 39 632.61           |
| 4541 Travaux effectués d'office      | 20 000.00           | 27 Autres immo. financières           | 186 567.00          |
|                                      |                     | 4542 Travaux effectués d'office       | 20 000.00           |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>8 403 163.00</b> | <b>TOTAL</b>                          | <b>8 403 163.00</b> |

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les inscriptions budgétaires ci-dessus.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 26 |
|                                      | Contre      | 3  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**5. Objet : 05 - 210410-05 - Budget ANNEXE CONCIERGERIE– Vote du compte administratif 2020 et affectation du résultat**

La présentation de l'exécution budgétaire 2020, tant en dépenses qu'en recettes, fait apparaître les résultats suivants (cf document détaillé joint à la note de synthèse) :

|   |  |
|---|--|
| Total des dépenses de fonctionnement : 621.70 €     | Total des dépenses d'investissement : 20 304.46 €    |
| Total des recettes de fonctionnement : 4026.78 €    | Total des recettes d'investissement : 4 636.95 €     |
| <b>Résultat de fonctionnement 2020 : 3 405.08 €</b> | <b>Résultat d'investissement 2020 : -15 667.51 €</b> |

Les éléments établis à partir du compte administratif et du compte de gestion 2020 se présentent de la manière suivante :

|                | Résultat de clôture 2019 | Part affectée à l'investissement 2020 | Résultat de l'exercice 2020 | Résultat de clôture 2020 |
|----------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Investissement | 18 679.63 €              |                                       | - 15 667.51 €               | 3 012.12 €               |
| Fonctionnement | 5 636.95 €               | 3 636.95 €                            | 3 405.08 €                  | 5 405.08 €               |

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver le compte administratif 2020** ; Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle conformément à l'article L2121-14 du CGCT ;
- **D'affecter** au compte 001 du budget 2021, en recettes d'investissement, le résultat de clôture d'investissement 2020, soit la somme de 3 012.12 € ;
- **D'affecter** au compte 1068 du budget 2021, en recettes d'investissement, une partie du résultat de clôture de fonctionnement 2020, soit la somme de 3 405.08 € ;
- **D'affecter** au compte 002 du budget 2021, en recettes de fonctionnement, le solde du résultat de clôture de fonctionnement 2020, soit la somme de 2 000 €.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 28 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**6. Objet : 06 - 210410-06 - Budget ANNEXE CONCIERGERIE– Approbation du compte de gestion 2020**

Compte tenu des éléments transmis par le comptable public, et après s'être assuré que l'intégralité des dépenses et des recettes ont été enregistrées conformément au compte administratif 2020, Monsieur le Maire propose au conseil :

- **d'approuver** le compte de gestion 2020.

Une synthèse du compte de gestion est jointe en annexe et sa version intégrale reste consultable en mairie.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**7. Objet : 210410-07 - Budget annexe Conciergerie– Budget primitif 2021**

Présentation générale des crédits inscrits au budget primitif 2021

| Compte     | Libellé   | BP 2020         | BP 2021         |
|------------|---|-----------------|-----------------|
| <b>F</b>   | <b>FONCTIONNEMENT CONCIERGERIE</b>                            |                 |                 |
| <b>D</b>   | <b>DEPENSES</b>   | <b>6 400,00</b> | <b>6 980,00</b> |
| <b>011</b> | <b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>                            | <b>4 400,00</b> | <b>4 400,00</b> |
| 60632      | Fournitures de petit équipement                               | 1 500,00        | 1 500,00        |
| 611        | Contrats de prestations de services                           | 500,00          | 500,00          |
| 6132       | Locations immobilières  | 500,00          | 500,00          |
| 615221     | Bâtiments publics   | 1 500,00        | 1 500,00        |
| 61558      | Autres biens mobiliers  | 400,00          | 400,00          |
| <b>022</b> | <b>DEPENSES IMPREVUES</b>                                     | <b>130,00</b>   | <b>130,00</b>   |
| 022        | DEPENSES IMPREVUES  | 130,00          | 130,00          |
| <b>023</b> | <b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                 | <b>1 870,00</b> | <b>2 450,00</b> |
| 023        | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                        | 1 870,00        | 2 450,00        |
| <b>R</b>   | <b>RECETTES</b>   | <b>6 400,00</b> | <b>6 980,00</b> |
| <b>002</b> | <b>RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE</b>                        | <b>2 000,00</b> | <b>2 000,00</b> |
| 002        | RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE                               | 2 000,00        | 2 000,00        |
| <b>70</b>  | <b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>   |                 | <b>0,00</b>     |
| 70871      | Remboursements de frais - Par la collectivité de rattachement | 0,00            | 0,00            |
| <b>75</b>  | <b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>                    | <b>4 400,00</b> | <b>4 980,00</b> |
| 752        | Revenus des immeubles   | 4 400,00        | 4 980,00        |

| Compte | Libellé                                       | BP 2020<br>(bp+dm+rp) | Réalisé<br>2020 | BP 2021  |
|--------|---|-----------------------|-----------------|----------|
| I      | INVESTISSEMENT CONCIERGERIE                   |                       |                 |          |
| D      | DEPENSES                                      | 25 186,58             | 20 304,46       | 8 867,20 |
| 020    | DEPENSES IMPREVUES                            | 257,95                |                 | 108,57   |
| 020    | DEPENSES IMPREVUES                            | 257,95                | 0,00            | 108,57   |
| 13     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                  | 0,00                  |                 | 0,00     |
| 1318   | Autres  | 0,00                  | 0,00            | 0,00     |
| 16     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                 | 1 000,00              | 1 000,00        | 0,00     |
| 165    | Dépôts et cautionnements reçus                | 1 000,00              | 1 000,00        | 0,00     |
| 21     | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                   | 23 928,63             | 19 304,46       | 8 758,63 |
| 21318  | Autres bâtiments publics                      | 22 058,63             | 19 304,46       | 4 758,63 |
| 2188   | Autres immobilisations corporelles            | 1 870,00              | 0,00            | 4 000,00 |
| R      | RECETTES                                      | 25 716,58             | 4 636,95        | 8 867,20 |
| 001    | SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT REPORT | 18 679,63             |                 | 3 012,12 |
| 001    | SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT REPORT | 18 679,63             | 0,00            | 3 012,12 |
| 021    | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT      | 2 400,00              |                 | 2 450,00 |
| 021    | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT      | 2 400,00              | 0,00            | 2 450,00 |
| 10     | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES           | 3 636,95              | 3 636,95        | 3 405,08 |
| 1068   | Excédents de fonctionnement capitalisés       | 3 636,95              | 3 636,95        | 3 405,08 |
| 13     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                  | 0,00                  |                 | 0,00     |
| 1328   | Autres  | 0,00                  | 0,00            | 0,00     |
| 16     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                 | 1 000,00              | 1 000,00        | 0,00     |
| 165    | Dépôts et cautionnements reçus                | 1 000,00              | 1 000,00        | 0,00     |

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les inscriptions budgétaires ci-dessus.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**8- Objet : 08 - 210410-08 Budget ANNEXE POLE DE PROXIMITE– Vote du compte administratif 2020 et affectation du résultat**

La présentation de l'exécution budgétaire 2020, tant en dépenses qu'en recettes, fait apparaître les résultats suivants (cf document détaillé joint à la note de synthèse) :

Total des dépenses de fonctionnement : 28 325.52 €  
Total des recettes de fonctionnement : 26 000.00 €  
Résultat de fonctionnement 2020 : - 2 325.52 €

Total des dépenses d'investissement : 0€  
Total des recettes d'investissement : 0 €  
Résultat d'investissement 2020 : 0 €

Les éléments établis à partir du compte administratif et du compte de gestion 2020 se présentent de la manière suivante :

|                | Résultat de clôture 2019 | Part affectée à l'investissement 2020 | Résultat de l'exercice 2020 | Résultat de clôture 2020 |
|----------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Investissement | 0                        | 0                                     | 0 €                         | 0 €                      |
| Fonctionnement | 2 794,46 €               | 0                                     | - 2325.52 €                 | 468.94 €                 |

Il est proposé au Conseil :

- **D'approuver le compte administratif 2020** ; Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle conformément à l'article L2121-14 du CGCT ;
- **D'affecter** au compte 002 du budget 2021, en dépenses de fonctionnement, le solde du résultat de clôture de fonctionnement 2020, soit la somme de 468.94 €.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 28 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

### 9- Objet : 09 - 210410-09 - Budget ANNEXE POLE DE PROXIMITE– Approbation du compte de gestion 2020

Compte tenu des éléments transmis par le comptable public, et après s'être assuré que l'intégralité des dépenses et des recettes ont été enregistrées conformément au compte administratif 2020, Monsieur le Maire propose au conseil :

- **d'approuver** le compte de gestion 2020.

Une synthèse du compte de gestion est jointe en annexe et sa version intégrale reste consultable en mairie.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

### Objet : 10 - 210410- 10 - Budget annexe - Pole de proximité – Budget primitif 2021

Présentation générale des crédits inscrits au budget primitif 2021 :

**Section de fonctionnement :**

| Compte     | Libellé                                 | BP 2020          | BP 2021          |
|------------|---|------------------|------------------|
| <b>F</b>   | <b> FONCTIONNEMENT POLE</b>             |                  |                  |
| <b>D</b>   | <b> DEPENSE</b>                         | <b>28 794,46</b> | <b>29 468,94</b> |
| <b>002</b> | <b> RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE</b> |                  | <b>0,00</b>      |
| 002        | RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE         | 0,00             | 0,00             |
| <b>011</b> | <b> CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>     | <b>28 500,00</b> | <b>29 400,00</b> |
| 60632      | Fournitures de petit équipement         | 1 500,00         | 1 900,00         |
| 60633      | Fournitures de voirie                   | 0,00             | 2 000,00         |
| 6068       | Autres matières et fournitures          | 3 000,00         | 2 500,00         |
| 615221     | Bâtiments publics                       | 2 000,00         | 1 000,00         |
| 615231     | Voiries                                 | 11 000,00        | 12 000,00        |
| 61551      | Matériel roulant                        | 11 000,00        | 10 000,00        |
| <b>022</b> | <b> DEPENSES IMPREVUES</b>              | <b>294,46</b>    | <b>68,94</b>     |
| 022        | DEPENSES IMPREVUES                      | 294,46           | 68,94            |

|       |   |           |           |
|-------|---|-----------|-----------|
| R     | RECETTE   | 28 794,46 | 29 468,94 |
| 002   | RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE                               | 2 794,46  | 468,94    |
| 002   | RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE                               | 2 794,46  | 468,94    |
| 70    | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES          | 26 000,00 | 29 000,00 |
| 70871 | Remboursements de frais - Par la collectivité de rattachement | 26 000,00 | 29 000,00 |

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les inscriptions budgétaires ci-dessus.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 11 - 210410-11 - Gestion dynamique de la dette - Nouvel emprunt 2021 et renégociation de l'emprunt de 2011 de 4 000 000 d'euros.**

Le budget d'investissement 2021 traduit la volonté de maintenir à un rythme élevé l'effort de moderniser, de restructurer les équipements communaux mais aussi de créer les structures nécessaires aux Romagnatois.

Afin de compléter le financement de ces investissements, une fois les ressources propres mobilisées et les subventions d'équipement sollicitées et obtenues, il est nécessaire d'emprunter des fonds auprès d'organismes bancaires.

La conjoncture économique n'a pas encore eu d'effet sur des taux d'intérêt considérés comme historiquement bas depuis plusieurs années.

La Municipalité pratique une gestion dynamique de la dette. En profitant des opportunités du marché bancaire, elle peut ainsi financer de manière optimale les investissements structurants.

Dans le cadre de cette action, il est apparu nécessaire de renégocier l'emprunt contracté en 2011 auprès de la Caisse d'Épargne Auvergne Limousin. Cet emprunt qui affiche un taux d'intérêt de 4.40 % qui, non seulement est fondé sur un contrat dont les dispositions en matière d'indemnités de renégociations sont prohibitives, mais aussi, pèse considérablement sur la charge de la dette du fait d'un taux d'intérêt élevé.

La somme des intérêts à verser s'élève à 330 530 € pour un capital restant dû de 2 055 780,39.

Sollicitée, comme d'autres établissements bancaires, dans le cadre d'une consultation pour un nouvel emprunt de 3 000 000 d'euros, la Caisse d'Épargne Auvergne Limousin a accepté d'inclure à sa proposition le capital restant dû de l'emprunt de 2011.

L'offre globale qu'elle a proposée peut être présentée selon les termes suivants :

- Intégrer le prêt actuel N°8410770 de 2011 avec le nouveau prêt de 3 000 000 € sur une durée d'amortissement de 20 ans
- Pratiquer un taux d'intérêt fixe semestriel de 0,99 % pour le prêt de refinancement global de 5 055 780,39 € sur 20 ans
- Ne pas intégrer l'indemnité de remboursement normalement due de 375 395,55 € dans le capital de refinancement ni la faire payer

Avantages de cette proposition :

- Baisse du taux de 4,40 % à 0,99 % soit un gain d'environ 121 741 € sur les intérêts restants pour le prêt actuel
- Pas de paiement de l'indemnité normalement due de 375 395,55 € par la commune
- Lissage des annuités dans le temps avec le rallongement de la durée
- Échéances semestrielles du prêt en cours divisées par 3



| Avant opération G2D |              |              |            |              | Après opération G2D (refinancements et flux nouveaux) |              |              |            |              |                |                     |                |
|---------------------|--------------|--------------|------------|--------------|---|--------------|--------------|------------|--------------|----------------|---------------------|----------------|
| Année               | CRD          | Capital      | Intérêts   | Echéance     | Année   | CRD          | Capital      | Intérêts   | Echéance     | Ecart intérêts | Ecart amortissement | Ecart échéance |
| 2021                | 2 055 780,39 | 138 321,37   | 45 227,17  | 183 548,54   | 2021  | 5 055 780,39 | 114 605,67   | 25 026,11  | 142 631,78   | -20 201,06     | -23 715,71          | -40 916,76     |
| 2022                | 1 917 459,01 | 285 838,91   | 81 258,18  | 367 097,09   | 2022  | 4 941 174,72 | 230 916,04   | 48 347,52  | 279 263,56   | -32 910,66     | -54 922,87          | -87 833,53     |
| 2023                | 1 631 620,11 | 298 554,17   | 68 542,92  | 367 097,09   | 2023  | 4 710 258,69 | 233 207,76   | 46 055,80  | 279 263,56   | -22 487,12     | -65 346,40          | -87 833,53     |
| 2024                | 1 333 065,94 | 311 835,05   | 55 262,04  | 367 097,09   | 2024  | 4 477 050,92 | 235 522,23   | 43 741,33  | 279 263,56   | -11 520,71     | -76 312,82          | -87 833,53     |
| 2025                | 1 021 230,89 | 325 706,72   | 41 390,37  | 367 097,09   | 2025  | 4 241 528,69 | 237 859,67   | 41 403,88  | 279 263,56   | 13,52          | -87 847,05          | -87 833,53     |
| 2026                | 695 524,17   | 340 195,46   | 26 901,63  | 367 097,09   | 2026  | 4 003 669,01 | 240 220,31   | 39 043,25  | 279 263,56   | 12 141,62      | -99 975,14          | -87 833,53     |
| 2027                | 355 328,71   | 355 328,71   | 11 768,37  | 367 097,09   | 2027  | 3 763 448,70 | 242 604,38   | 36 659,18  | 279 263,56   | 24 890,80      | -112 724,33         | -87 833,53     |
| 2028                |              |              |            |              | 2028  | 3 520 844,32 | 245 012,11   | 34 251,45  | 279 263,56   | 34 251,45      | 245 012,11          | 279 263,56     |
| 2029                |              |              |            |              | 2029  | 3 275 832,21 | 247 443,73   | 31 819,83  | 279 263,56   | 31 819,83      | 247 443,73          | 279 263,56     |
| 2030                |              |              |            |              | 2030  | 3 028 388,48 | 249 899,49   | 29 364,07  | 279 263,56   | 29 364,07      | 249 899,49          | 279 263,56     |
| 2031                |              |              |            |              | 2031  | 2 778 488,99 | 252 379,62   | 26 883,94  | 279 263,56   | 26 883,94      | 252 379,62          | 279 263,56     |
| 2032                |              |              |            |              | 2032  | 2 526 109,38 | 254 884,36   | 24 379,20  | 279 263,56   | 24 379,20      | 254 884,36          | 279 263,56     |
| 2033                |              |              |            |              | 2033  | 2 271 225,02 | 257 413,96   | 21 849,60  | 279 263,56   | 21 849,60      | 257 413,96          | 279 263,56     |
| 2034                |              |              |            |              | 2034  | 2 013 811,06 | 259 968,66   | 19 294,90  | 279 263,56   | 19 294,90      | 259 968,66          | 279 263,56     |
| 2035                |              |              |            |              | 2035  | 1 753 842,39 | 262 548,72   | 16 714,84  | 279 263,56   | 16 714,84      | 262 548,72          | 279 263,56     |
| 2036                |              |              |            |              | 2036  | 1 491 293,67 | 265 154,39   | 14 109,17  | 279 263,56   | 14 109,17      | 265 154,39          | 279 263,56     |
| 2037                |              |              |            |              | 2037  | 1 226 139,28 | 267 785,91   | 11 477,65  | 279 263,56   | 11 477,65      | 267 785,91          | 279 263,56     |
| 2038                |              |              |            |              | 2038  | 958 353,37   | 270 443,56   | 8 820,00   | 279 263,56   | 8 820,00       | 270 443,56          | 279 263,56     |
| 2039                |              |              |            |              | 2039  | 687 909,81   | 273 127,57   | 6 135,99   | 279 263,56   | 6 135,99       | 273 127,57          | 279 263,56     |
| 2040                |              |              |            |              | 2040  | 414 782,24   | 275 838,23   | 3 425,33   | 279 263,56   | 3 425,33       | 275 838,23          | 279 263,56     |
| 2041                |              |              |            |              | 2041  | 138 944,01   | 138 944,01   | 687,77     | 139 631,78   | 687,77         | 138 944,01          | 139 631,78     |
| Total               | 2 055 780,39 | 2 055 780,39 | 330 350,68 | 2 386 131,07 | Total   | 5 055 780,39 | 5 055 780,39 | 529 490,80 | 5 588 271,19 | 199 140,13     | 3 000 000,00        | 3 202 140,13   |

Compte tenu des éléments précités, il est proposé aux membres du conseil, de retenir l'offre de la Caisse d'Epargne Auvergne Limousin et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant de signer tout acte afférent.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 26 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 3  |

**Objet : 12 - 210410-12 - Projet d'acquisition de la parcelle AN 44 - angle avenue Jean Jaurès et rue Fernand Forest - Complément à la délibération du 4 mars 2021.**

Considérant le projet d'acquisition amiable de la parcelle AN 44, située à l'angle de la rue Fernand-Forest et de l'avenue Jean-Jaurès ;

Considérant la délibération prise par le Conseil Municipal le 4 mars 2021 approuvant ce projet d'acquisition à l'amiable par l'intermédiaire de l'EPF AUVERGNE ;

Considérant le fait qu'un complément doit être apporté à cette décision, consistant en la possibilité laissée à la commune d'acquérir directement ce bien ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

– de donner un avis favorable au projet d'acquisition à l'amiable, de la parcelle cadastrée AN 44 située à l'angle de la rue Fernand-Forest et de l'avenue Jean-Jaurès, d'une contenance de 5 238 m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation du Pôle d'évaluation domaniale, dans le but de créer un équipement d'intérêt général, soit par l'intermédiaire de l'EPF AUVERGNE, soit en acquisition directe par la commune ;

– d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes authentiques et tous les documents relatifs à cette acquisition, que ce soit en acquisition directe par la commune ou bien par l'intermédiaire de l'EPF AUVERGNE.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 13 - 210410- 13 - Finances- Portage financier de l'acquisition foncière AN 44**

Par délibération du 4 mars 2021 puis du 8 avril 2021, le Conseil municipal a eu à se prononcer en faveur d'une acquisition foncière portant sur la parcelle cadastrée AN 44 .

Compte tenu des opportunités bancaires du moment, mais aussi du besoin de financement, il a été organisé une consultation de trois organismes bancaires : Crédit Agricole Centre France, Caisse d'Epargne Auvergne Limousin et Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.

| comparatif<br>emprunt 850 000 €       | durée<br>(ans) | type de<br>taux                | taux              | type<br>d'échéance | type d'annuité            | échéances               | frais | montant global des<br>intérêts |
|---------------------------------------|----------------|--------------------------------|-------------------|--------------------|---------------------------|-------------------------|-------|--------------------------------|
| banque populaire<br>du massif central | 25             | fixe                           | 0,95              | semestrielles      | amortissement<br>constant | 17 083,30<br>/21 165,00 | 1300  | 106 207,50                     |
|                                       | 25             | fixe                           | 0,95              | semestrielles      | échéances<br>constantes   | 19 208,86               |       | 110 442,97                     |
| crédit agricole<br>centre France      | 25             | fixe                           | 0,89              | semestrielles      | constantes                | 18 998,97               | 850   | 99 948,39                      |
|                                       | 12,5           | fixe                           | 0,89              | semestrielles      | capital constant          | 20 782,50<br>/34 075,65 |       | 96 453,75                      |
|                                       | 25             | variable<br>euribor 3<br>mois  | euribor+0,30      | trimestrielles     | capital constant          | 9 137,50<br>/8 506,38   |       | 32 193,75                      |
|                                       | 25             | variable<br>euribor 12<br>mois | euribor+0,30      | annuelles          | capital constant          | 36 550                  |       | 33 150,00                      |
| caisse d'épargne<br>auvergne limousin | 25             | fixe                           | 1,05              | semestrielles      | capital constant          | 21 462,50<br>/19 766,75 | 850   | 113 793,75                     |
|                                       | 25             | fixe                           | 1,05              | semestrielles      | échéances<br>constantes   | 19373,09                |       | 118 654,34                     |
|                                       | 30             | fixe                           | 1,15              | semestrielles      | échéances<br>constantes   | 16790,94                |       | 157 456,67                     |
|                                       | 30             | fixe                           | 1,15              | semestrielles      | capital constant          | 19054,17<br>/17506,46   |       | 149 068,75                     |
|                                       | 30             | variable<br>livret A           | livret A<br>+0,40 | semestrielles      | capital constant          | 18076,67<br>/16794,94   |       | 118 375,60                     |
|                                       | 30             | variable<br>livret A           | livret A<br>+0,40 | semestrielles      | échéances<br>constantes   | 16281,78                |       | 126 907,01                     |

Compte tenu des éléments précités, il est proposé aux membres du conseil, de retenir l'offre du Crédit Agricole Centre France sur 25 ans à un taux fixe de 0.89% à échéances semestrielles constantes et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant de signer tout acte afférent.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 14 - 210410-14 Demande de subvention au titre du BONUS RELANCE 2020-2021 – Création d'un sanitaire public avec accès aux personnes à mobilité réduite (PMR) pour les associations sportives.**

Dans le contexte de pandémie de COVID-19, nécessitant des dispositifs de soutien à l'investissement local, la Région Auvergne-Rhône-Alpes propose une aide financière aux communes de moins de 20 000 habitants pour la réalisation de projets d'investissement permettant la relance économique d'entreprises locales : BONUS RELANCE 2020-2021.

Ces projets doivent respecter un plancher de dépenses compris entre 3 000.00 et 200 000.00€ HT, le dossier de demande doit être déposé avant le 31 mars 2021 et les travaux commencer au plus tard le 30 juin 2021.

Or, certains équipements sportifs de Romagnat possèdent des sanitaires vétustes, insuffisants et non accessibles aux personnes à mobilité réduite. C'est le cas du club de pétanque de la commune, comprenant environ

100 adhérents. Actuellement, un seul WC est mis à disposition, dans des locaux exigus, difficiles d'accès et très vétustes.

Aussi, Monsieur le Maire, propose de déposer un dossier de demande d'aide auprès de la Région pour la création d'un sanitaire public avec accès PMR pour ce club.

Ces travaux sont éligibles au BONUS RELANCE 2020-2021 et peuvent être financés à hauteur de 50% du montant hors taxes des travaux.

Le montant de l'opération s'élève à 2 596.20 € H.T. pour les travaux préparatoires et 30 860.00 € H.T. d'installation, soit un montant total de 33 456.20 € H.T.

Le plan de financement détaillant cette opération est annexé à la présente délibération.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver ce plan de financement et d'autoriser Monsieur le Maire à déposer un dossier de demande de subvention au titre du BONUS RELANCE 2020-2021, auprès des services de la Région.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 15 - 210410-15 - Demande de participation de Clermont Auvergne Métropole aux acquisitions de la ZAC Multisite de la Condamine et du Prat (au titre de la Loi SRU).**

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19/09/2013 approuvant le dossier de création de la ZAC Multisite de la Condamine et du Prat et son périmètre,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 05/12/2013 décidant de retenir LOGIDOME (aujourd'hui dénommé ASSEMBLIA) en qualité d'aménageur et autorisant la finalisation du dossier de concession d'aménagement,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10/07/2014 autorisant l'EPF-Smaf (aujourd'hui dénommé l'EPF Auvergne) à acquérir les immeubles situés dans le périmètre de la ZAC et à solliciter de Mr le Préfet la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à cet effet,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 11/09/2014 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement de la ZAC avec LOGIDOME (aujourd'hui dénommé ASSEMBLIA),

Vu l'arrêté préfectoral n° 16-01919 du 30/08/2016 déclarant cessibles, au profil de l'EPF-Smaf (aujourd'hui dénommé l'EPF Auvergne), les immeubles désignés sur l'état parcellaire et nécessaires à l'aménagement des sites du Prat et de la Condamine,

Vu l'arrêté préfectoral n° 16-00642 du 24/03/2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement des sites du Prat et de la Condamine, autorisant l'EPF-Smaf (aujourd'hui dénommé l'EPF Auvergne), pour une durée de cinq ans, à acquérir soit à l'amiable, soit par expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de ce projet,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10/12/2020 autorisant l'EPF Auvergne à procéder à la demande de prorogation de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 20210251 du 15/02/2021 prorogeant pour une durée de cinq ans la validité de l'arrêté préfectoral visé le 24/03/2016 déclarant d'utilité publique ce projet d'aménagement,

Considérant que la ZAC Multisite de la Condamine et du Prat est inscrite en tant que projet d'aménagement au Programme Local de l'Habitat de la Métropole,

Considérant que le projet d'aménagement devra prévoir un minimum de 33 % de logements locatifs sociaux,

Considérant que la commune peut, concernant les acquisitions comprises dans le périmètre de la ZAC, demander une participation auprès de Clermont Auvergne Métropole, au titre de la Loi SRU pour la construction de logements sociaux,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'accepter** que la participation de la part de Clermont Auvergne Métropole soit affectée aux acquisitions situées dans le périmètre de la ZAC. Cette participation procède du principe de décote mis en place par Clermont Auvergne Métropole, financé par les pénalités prévues par l'article 55 de la Loi n° 2000-1208 « Solidarité et Renouvellement Urbain » du 13 décembre 2000

- et destiné à la construction de logements sociaux ;
- **D'autoriser** Mr le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de participation.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 16 - 210410-16 - Acquisition de la parcelle BH 38 au n° 13 rue de Metz par l'EPF-AUVERGNE**

Considérant que la commune a déjà acquis, par l'intermédiaire de l'EPF AUVERGNE, la parcelle cadastrée BH 37 supportant une maison en mauvais état et la parcelle cadastrée BH 39 occupée en totalité par une grange, avec pour objectif la démolition de ces bâtiments afin d'améliorer la circulation de ce quartier de la rue de Metz et d'y créer des places de stationnement,

Considérant que la parcelle cadastrée BH 38 d'une contenance de 44 m<sup>2</sup>, attenante à la parcelle BH 37 et constituant un îlot central dans la rue de Metz, est actuellement proposée à la vente,

Considérant que la parcelle BH 38 fait partie du périmètre du Droit de Prémption Urbain (DPU),

Considérant le souhait de la commune d'acquérir ce bien à l'amiable, par l'intermédiaire de l'EPF AUVERGNE, dans le but de poursuivre et conforter l'objectif ci-dessus énoncé, permettant également d'améliorer l'accès à la zone 1 AU 4 existante dans le PLU vouée à un aménagement à moyen terme du secteur, en lien avec « l'OAP Centre-bourg »,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'acquisition à l'amiable, par l'EPF AUVERGNE, de la parcelle cadastrée BH 38 située au n°13 de la rue de Metz, d'une contenance de 44 m<sup>2</sup>, permettant ainsi de conforter l'objectif, d'une part, visant à améliorer la circulation et à créer des places de stationnement dans le quartier et, d'autre part, à faciliter l'accès à la zone 1 AU 4 du PLU,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes authentiques et tous les documents relatifs à cette acquisition.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 17 - 210410-17 - Transfert à la commune des biens de la section de Saulzet-le-Chaud**

Vu l'article L.2411-12-1 du Code Général des Collectivités Locales autorisant le transfert à la commune des biens, droits et obligations d'une section de commune, prononcé par le représentant de l'Etat dans le département sur demande du Conseil Municipal, notamment lorsque, depuis plus de trois années consécutives, les impôts ont été payés sur le budget communal ou admis en non-valeur ;

Considérant que les taxes foncières ont été payées sur le budget communal depuis au moins quatre années ;

Considérant que, depuis plusieurs mandatures, aucune commission syndicale n'a été créée pour la section de Saulzet-le-Chaud.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **De demander** au représentant de l'Etat dans le département le transfert total, à titre gratuit, des biens de la section de Saulzet-le-Chaud, à savoir :

| Lieu-dit               | Parcelle | Contenance (m <sup>2</sup> ) |
|------------------------|----------|------------------------------|
| DE L ECOLE VLG SAULZET | AM 180   | 830                          |
| MENERAUD               | AM 475   | 5 775                        |
| REDON BAS              | H 30     | 5 070                        |
| LES POMPES             | H 100    | 4 845                        |
| GIROUX                 | H 631    | 3 110                        |
| LA CONDAMINE           | H 723    | 1 580                        |

|                 |              |                |
|-----------------|--------------|----------------|
| LES CROUZEIX    | H 779        | 8 500          |
| LES FILLES      | H 790        | 2 010          |
| LES FILLES      | H 794        | 4 640          |
| LES FILLES      | H 795        | 2 730          |
| LE PARTUS       | H 846        | 1 300          |
| MONERICE        | H 880        | 17 610         |
| LES FOSSES      | H 904        | 100            |
| LES POMPES      | H 988        | 5 890          |
| AUX BUGES       | H 995        | 1 223          |
| AUX BUGES       | H 996        | 14 793         |
| LES POMPES      | H 997        | 5 592          |
| LES POMPES      | H 998        | 655            |
| LES POMPES      | H 1003       | 148            |
| LES POMPES      | H 1004       | 203            |
| FONGINGUE       | H 1013       | 85             |
| FONGINGUE       | H 1014       | 410            |
| AUX BUGES       | H 1023       | 15 582         |
| AUX BUGES       | H 1024       | 198            |
| DERRIERE LE PRE | I 1122       | 872            |
| DERRIERE LE PRE | I 1151       | 530            |
| LA MOULADE      | I 1230       | 510            |
| ROCHE           | I 1242       | 13 840         |
| ROCHE           | I 1265       | 1 050          |
| BOIS DE ROCHE   | I 1268       | 65 350         |
| PONIGETTE       | I 1282       | 201 108        |
| LADRY           | I 1283       | 103 270        |
| ROCHE           | I 1725       | 178            |
| ROCHE           | I 1726       | 419            |
| SOL VARENNES    | ZB 2         | 5 390          |
|                 | <b>TOTAL</b> | <b>495 396</b> |

- **D'autoriser** le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 18 - 210410-18 Transfert des biens de la section d'Opme**

Vu l'article L.2411-12-1 du Code Général des Collectivités Locales autorisant le transfert à la commune des biens, droits et obligations d'une section de commune, prononcé par le représentant de l'Etat dans le département sur demande du Conseil Municipal, notamment lorsque, depuis plus de trois années consécutives, les impôts ont été payés sur le budget communal ou admis en non-valeur ;

Considérant que les taxes foncières ont été payées sur le budget communal depuis au moins quatre années ;

Considérant que, depuis plusieurs mandatures, aucune commission syndicale n'a été créée pour la section d'Opme.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **De demander** au représentant de l'Etat dans le département le transfert total, à titre gratuit, des biens de la section d'Opme, à savoir :

| Lieu-dit                       | Parcelle | Contenance (m <sup>2</sup> ) |
|--------------------------------|----------|------------------------------|
| MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY | BB 94    | 1 645                        |
| DU CAFE VILLAGE OPME           | BB 123   | 33                           |
| LES CROS                       | G 261    | 800                          |
| DERRIERE LE FOUR               | G 510    | 550                          |

|               |              |                |
|---------------|--------------|----------------|
| LA CHAUX      | G 550        | 6 530          |
| RIZOLLES NORD | G 609        | 62 230         |
| RIZOLLES NORD | G 746        | 2 075          |
| RIZOLLES NORD | G 769        | 59 650         |
| RIZOLLES SUD  | G 1 063      | 545            |
| GIROUX        | H 587        | 10 820         |
| GIROUX        | H 698        | 91 030         |
| GIROUX        | H 969        | 95             |
|               | <b>TOTAL</b> | <b>236 003</b> |

- **D'autoriser** le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 19 - 210410-19 - Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Clermont Auvergne Métropole (RLPi) – Débat sur les Orientations Générales du projet**

Vu le décret n°2017-1778 du 27 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée « Clermont Auvergne Métropole » ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L.153-12 ;

Vu le Code de l'environnement, les articles L.581-1 et suivants et notamment l'article L.581-14 relatif à l'élaboration des Règlements Locaux de Publicité ;

Vu la délibération du Conseil métropolitain, en date du 29 juin 2018, prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Clermont Auvergne Métropole, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de concertation préalable et de collaboration avec les communes membres ;

Vu les orientations générales du projet de RLPi annexées à la présente délibération

Considérant que Clermont Auvergne Métropole, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), est compétente pour élaborer un RLP intercommunal sur son territoire.

### 1. Contexte de l'élaboration

Clermont Auvergne Métropole est concernée par onze Règlements Locaux de Publicité communaux (RLP). Ces différents règlements ne couvrent qu'une partie du territoire métropolitain, ils sont, de plus, souvent obsolètes ou ne correspondent plus aux exigences du territoire (en matière de préservation de l'environnement, du patrimoine, des paysages).

Par délibération en date du 29 juin 2018, le Conseil métropolitain a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) qui se substituera aux règlements communaux existants, caducs au 25 octobre 2022. En l'absence d'élaboration d'un RLPi, les pouvoirs de police et d'instruction détenus par les Maires des communes dotées d'un RLP communal seront transférés au Préfet qui appliquera la seule réglementation nationale de publicité.

Le RLPi fixe, dans le cadre de la réglementation nationale de publicité, les règles applicables à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique.

La procédure d'élaboration du RLPi est identique à celle du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Elle comprendra :

- un débat sur les orientations générales (équivalent au Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi) dans chaque Conseil municipal ainsi qu'en Conseil métropolitain ;
- un arrêt en Conseil métropolitain ;
- une enquête publique ;

pour une approbation prévue en 2022.

## **2. Objectifs de l'élaboration**

La délibération de prescription du RLPi fixe les objectifs suivants qui doivent être déclinés en orientations applicables, qui elles-mêmes feront l'objet d'une traduction réglementaire.

Les objectifs inscrits dans la délibération de prescription sont les suivants :

- limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie et valoriser les paysages et le patrimoine de la Métropole ;
- Traiter les entrées de ville commerciales pour mieux maîtriser la publicité, enseigne et pré-enseigne sur ces secteurs. Proposer des dispositions adaptées sur les communes les plus concernées par ces activités commerciales : Aubière, Lempdes, Cournon d'Auvergne, Clermont-Ferrand,... ;
- Adapter les prescriptions (forme, type, taille, positionnement...) aux entités urbaines qui seront dégagées suite au diagnostic et éviter ainsi les effets de seuil entre les cœurs de ville protégés et le reste de la ville, dont les secteurs résidentiels (dispositions constatées dans les RLP communaux) ;
- Rechercher une harmonisation des dispositifs à l'échelle de la Métropole (habillage, couleur, qualité des matériaux...) ainsi que des dispositions communes sur certains secteurs : grands axes en entrée de ville, cœur de ville patrimonial, nature en ville... ;
- Tenir compte des nouveaux procédés et des nouvelles technologies en matière d'affichage, de publicité (publicité numérique, covering grand format, publicité au sol...) ;
- Intégrer qualitativement les enseignes dans leur environnement architectural et urbain ;
- Prendre en compte les exigences en matière de développement durable (réduction de la facture énergétique), pour ce qui concerne les dispositifs consommateurs d'énergie, source de pollution lumineuse (encadrement des seuils de luminance et des extinctions nocturnes).

La délibération de prescription du RLPi définit également les conditions de collaboration avec les communes et l'association des Personnes Publiques Associées (Etat, Autorité Environnementale, Département du Puy-de-Dôme, la Chambre d'Industrie et du Commerce, le Parc Naturel régional, etc...). Elle définit enfin une concertation, à la fois citoyenne et avec les organismes compétents et/ou concernés (professionnels de l'affichage et associations).

## **3. La démarche en cours**

L'élaboration du projet a pour base un diagnostic du territoire métropolitain réalisé de septembre 2018 à juin 2019 qui fait émerger des enjeux au regard de l'affichage extérieur, dont notamment :

- la préservation du cadre paysager, image du territoire de la Métropole ;
- la prise en compte des activités touristiques ;
- la maîtrise des dispositifs en cœur de bourgs/villes et en secteur patrimonial ;
- l'amélioration de la lisibilité des activités notamment en zones commerciales ;
- la valorisation des entrées d'agglomération ;
- la préservation de la biodiversité avec l'intégration des principes de trame noire ;

Les élus se sont exprimés sur ce projet d'orientations au cours de deux rencontres au deuxième semestre 2019 et, avec les nouvelles équipes municipales suite aux élections de juin 2020, au cours de deux rencontres en octobre et en novembre 2020. Par ailleurs, les Personnes Publiques Associées ont été rencontrées à deux reprises depuis le lancement de cette procédure, tout comme les professionnels de l'affichage et les associations de protection de l'environnement et des paysages.

A l'issue de ce processus, quatre grandes orientations ont été établies pour apporter des réponses concrètes permettant de concilier la préservation du cadre de vie des habitants du territoire métropolitain et l'attractivité économique. Chaque orientation se décline en objectifs.

## **4. Les orientations**

Sont donc présentées, afin d'être débattues, les orientations générales du projet de RLPi de Clermont Auvergne Métropole.

- Orientation 1 : les paysages et le patrimoine naturel emblématique : une identité à préserver
  - Affirmer l'image d'un territoire de nature en mettant en œuvre des **mesures de protection sur tous les espaces naturels** ceinturant le territoire métropolitain ;
  - Tout en permettant la **visibilité des activités de proximité** ;
  - **Préserver les vues vers les sites emblématiques** du territoire métropolitain ;
  - Conforter l'image d'un territoire engagé dans la **préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique**.
  
- Orientation 2 : les espaces urbains, d'activités et les grands axes : une image et une attractivité à valoriser
  - Maîtriser les pratiques d'affichage aux abords des **axes routiers structurants** pour **valoriser les vitrines du territoire, images de la Métropole** ;
  - Qualifier et **maîtriser les dispositifs** d'affichage pour améliorer la lisibilité et **l'attractivité des zones d'activités économiques** ;
  - **Uniformiser les pratiques** d'affichage aux abords des **lignes de transport en commun structurantes (A-B-C)** dans leur positionnement d'axe majeur ;
  - Confirmer la **continuité écologique** du territoire en atténuant **les obstacles à la trame noire**.
  
- Orientation 3 : les espaces du quotidien, patrimoine et centralités : une qualité à conforter
  - Préserver de manière adaptée **le cadre de vie de toutes les zones à usage d'habitat** ;
  - Maintenir les **ambiances apaisées dans les espaces de vie quotidiens** ;
  - **Préserver le caractère des espaces patrimoniaux** et des cœurs de bourgs tout en permettant l'animation de ces espaces du quotidien.
  
- Orientation transversale : vers un parc publicitaire et d'enseignes de qualité
  - Instaurer **des règles de qualité esthétique** pour harmoniser la perception des dispositifs publicitaires et des enseignes **sur l'ensemble du territoire** ;
  - **Réduire le format d'affichage maximal actuel (4\*3)** pour limiter l'impact visuel des publicités et des pré-enseignes.

Il est demandé au Conseil Municipal de

- débattre du contenu des orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal de Clermont Auvergne Métropole, en application de l'article L.153-12 du code de l'urbanisme qui stipule qu'un débat sur des orientations du projet doit être organisé au sein du Conseil métropolitain et des Conseils municipaux des communes membres.
- prendre acte de la présentation des quatre grandes orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal de Clermont Auvergne Métropole (RLPi), reprises ci-dessous et du débat qui s'est tenu :
  - Orientation 1 : les paysages et le patrimoine naturel emblématique : une identité à préserver ;
  - Orientation 2 : les espaces urbains, d'activités et les grands axes : une image et une attractivité à valoriser ;
  - Orientation 3 : les espaces du quotidien, patrimoine et centralités : une qualité à conforter ;
  - Orientation transversale : vers un parc publicitaire et d'enseignes de qualité.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |



**Objet : 20 - 210410-20 - Subventions aux associations locales - 2021**

Compte tenu des crédits alloués par le conseil municipal au budget principal pour l'année 2021 soit la somme de 195 000 € ;

Considérant les demandes présentées par les associations locales ;

Etant précisé que le tableau de répartition des subventions de fonctionnement pour l'année 2021 a été présenté aux membres de la commission Solidarité, cadre de vie, animation urbaine, réunie le 26 mars 2021 ;

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal :

- **d'approuver** le montant des subventions à verser aux associations locales pour l'année 2021 conformément au tableau joint en annexe ;
- **d'approuver** les avenants aux conventions d'objectifs passées avec l'ASR et l'EVEIL ROMAGNATOIS;
- **d'approuver** les termes des conventions d'objectifs passées avec le Comité social du personnel communal et le Foyer laïque d'éducation populaire
- **de l'autoriser** à signer les documents précités et à exécuter les dépenses afférentes.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

# Financements des associations par la ville de Romagnat

Année 2021

|  | SUBVENTIONS<br>2020 | SUBVENTIONS<br>2020 Except. | demande<br>SUBVENTIONS<br>2021 | proposition<br>SUBVENTIONS<br>2021 | proposition<br>SUBVENTIONS<br>2021 Except. |
|--|---------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--|
| AMAP   | 200,00 €            |                             | 200,00 €                       | 200,00 €                           |  |
| Amicale Lalque                               | 670,00 €            |                             | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| Archer Romagnat Club                         | 500,00 €            |                             | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| ARMCA  | 500,00 €            | 500,00 €                    | 2 000,00 €                     | 500,00 €                           | 500,00 €                                   |
| ARSEP (Comité sourire espoir patience)       | 150,00 €            |                             |                                | CCAS                               |  |
| ASM Rugby féminin                            | 8 000,00 €          |                             | 8 000,00 €                     | 8 000,00 €                         |  |
| ASR Omnisports                               | 45 300,00 €         |                             | 45 300,00 €                    | 40 000,00 €                        |  |
| Association départementale des PEP           | 150,00 €            |                             |                                | CCAS                               |  |
| Association des donneurs de sang             | 450,00 €            |                             | 450,00 €                       | 450,00 €                           |  |
| Association des enfants de cheminots (CMI)   | 250,00 €            |                             |                                | 250,00 €                           |  |
| Association des jeunes de Romagnat           | 500,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Association Romagnatoise des artistes locaux | 200,00 €            |                             | 200,00 €                       | 200,00 €                           |  |
| Auvergne Mékong                              | 250,00 €            |                             | 250,00 €                       | 250,00 €                           |  |
| Caracycle                                    | 90,00 €             |                             | 90,00 €                        | 90,00 €                            |  |
| Chant'Opme                                   | 250,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Collectif AK Jamm                            |                     |                             | 500,00 €                       |                                    | 250,00 €                                   |
| Collège Joliot Curie Association sportive    | 250,00 €            |                             | 250,00 €                       | 250,00 €                           |  |
| colportage                                   |                     | 300,00 €                    | —                              |                                    |  |
| Comité de jumelage                           | 3 000,00 €          |                             | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| Comité des fêtes                             | 3 200,00 €          |                             | —                              |                                    |  |
| Compagnie théâtrale Whit Jacobson            | 200,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Coopérative scol. Elém. J. Prevert           | 2 987,00 €          |                             | 2 753,70 €                     | 2 753,70 €                         |  |
| Coopérative scol. Elém. L. Michele           | 1 877,00 €          |                             | 1 726,20 €                     | 1 726,20 €                         |  |
| Coopérative scol. Mat. J. Prevert            | 2 270,00 €          |                             | 2 095,20 €                     | 2 095,20 €                         |  |
| Coopérative scol. Mat. L. Michele            | 1 417,00 €          |                             | 1 513,20 €                     | 1 513,20 €                         |  |
| Coopérative scol. Prim. B. Vian              | 815,00 €            |                             | 765,00 €                       | 765,00 €                           |  |
| Croc'quets                                   | 150,00 €            |                             | 200,00 €                       | CCAS                               |  |
| CSPC   | 30 500,00 €         |                             | 30 500,00 €                    | 30 500,00 €                        |  |
| Eclaireurs de France                         | 300,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Eveil romagnatois                            | 50 500,00 €         |                             | 55 500,00 €                    | 55 500,00 €                        |  |
| FA SI LA danser                              |                     | 200,00 €                    | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| FLEP   | 14 500,00 €         |                             | 14 500,00 €                    | 14 500,00 €                        |  |
| FNACA  | 180,00 €            |                             | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| Foot Loisirs                                 | 320,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Foyer rural de Opme                          | 470,00 €            |                             | 470,00 €                       | 470,00 €                           |  |
| Foyer rural de Saulzet le chaud              | 400,00 €            |                             | 400,00 €                       | 400,00 €                           |  |
| Gym ta forme                                 | 280,00 €            |                             | 280,00 €                       | 280,00 €                           |  |
| Jeunesse au plein air                        | 150,00 €            |                             |                                | CCAS                               |  |
| La pastourelle                               | 2 030,00 €          |                             | 0,00 €                         | 0,00 €                             |  |
| La Prévention routière                       | 80,00 €             |                             |                                | 80,00 €                            |  |
| Les archers de la nuit                       | 250,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| LPO groupe local                             | 350,00 €            |                             | 350,00 €                       | 350,00 €                           |  |
| Lycée enseignement adapté Opme (AS+FSE)      | 800,00 €            |                             | 800,00 €                       | 800,00 €                           |  |
| Office National des Anciens Combattants      | 50,00 €             |                             |                                | 50,00 €                            |  |
| Pions et aventures                           | 200,00 €            | 200,00 €                    | —                              |                                    |  |
| Plein la bobine action avec le LEA Opme      |                     |                             | 1 000,00 €                     |                                    | 500,00 €                                   |
| Romagnat Gym                                 | 2 500,00 €          |                             | 2 000,00 €                     | 2 000,00 €                         |  |
| Romagnat Tennis Club                         | 4 250,00 €          |                             | 4 250,00 €                     | 4 250,00 €                         |  |
| Scouts de France                             | 400,00 €            |                             | —                              |                                    |  |
| Société de chasse Romagnat                   | 600,00 €            | 200,00 €                    | 800,00 €                       | 600,00 €                           |  |
| Société de chasse Saulzet le chaud           | 300,00 €            | 200,00 €                    | 300,00 €                       | 300,00 €                           |  |
| Société de Pêche (l'Artière)                 | 210,00 €            |                             |                                | dissolution                        |  |
| Souvenirs Français                           | 160,00 €            |                             | 160,00 €                       | 160,00 €                           |  |
| Tennis de table Romagnat                     | 500,00 €            |                             | 500,00 €                       | 500,00 €                           |  |
| Vitamine                                     | 280,00 €            |                             | 250,00 €                       | 250,00 €                           |  |
| XCS3   | 800,00 €            | 1 200,00 €                  | 5 000,00 €                     | 2 500,00 €                         |  |
|  | 184 986,00 €        | 2 800,00 €                  | 183 353,30 €                   | 172 533,30 €                       | 1 250,00 €                                 |

**Objet : 21 - 210410-21 - Personnel communal- Modification du RIFSEEP**

Considérant des mouvements de personnels ainsi que l'évolution de certaines situations statutaires,  
Vu l'avis favorable du comité technique du 23 mars,

Il est proposé aux membres du conseil d'approuver les deux modifications suivantes du régime indemnitaire en vigueur au sein des services de la ville et du CCAS :

– **GROUPES FONCTIONNELS :**

Intégration du poste de Responsable du pôle finances/marchés publics/ ressources humaines au niveau du groupe A2.

– **BENEFICIAIRES :**

Le RIFSEEP est également accordé aux stagiaires de la fonction publique territoriale lorsque la nomination en tant que tel intervient directement à la suite d'un contrat au titre duquel du RIFSEEP était accordé à l'agent.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 22 - 210410-22 - Contrats aidés**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les nécessités de recrutement d'agents par le biais de contrats aidés pour renforcer de manière saisonnière l'équipe Espaces verts.

En effet, ce service est, chaque année, confronté à une augmentation sensible de sa charge de travail compte tenu des surfaces et aménagements à entretenir.

Il est proposé au Conseil Municipal de recruter deux contractuels dans le cadre d'un des dispositifs des contrats aidés notamment à travers les parcours emplois compétences.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à lancer la procédure de recrutement et à signer tout document afférent à ces recrutements.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 23 - 210410-23 - Opération Job'Ados 2021**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en 2018 et 2019 l'opération Job'Ados a permis à plusieurs dizaines de jeunes Romagnatois de 15 à 16 ans de participer à des chantiers d'intérêt communal et éducatif. Cette opération avait plusieurs objectifs :

- Faire découvrir le monde du travail
- Permettre aux jeunes de repérer et mieux connaître leur environnement proche
- Aider les jeunes dans la réalisation de leur projet

En 2020, ce dispositif avait été annulé en raison de la pandémie.

Ces chantiers d'été ont consisté à effectuer divers travaux en fonction des besoins municipaux et des projets en cours (par exemple peinture, entretien de locaux, taille et désherbage), travaux qui ne demandent pas d'aptitudes physiques et/ou techniques particulières mais qui nécessitent une participation active et une motivation certaine de chacun.

Devant le succès de l'opération, il est proposé de la reconduire pour 2021 et les années suivantes.

Les jeunes, habitant Romagnat, doivent être âgés de 15 à 16 ans. Ils travaillent le matin, de 8 h à 12 h. L'opération Job'Ados se déroulera sur 6 à 7 semaines à partir de la dernière semaine de juin mais chaque jeune ne pourra travailler qu'une ou deux semaines maximum et effectuera 20 heures de travail rémunéré par semaine.

Les jeunes seront rémunérés sur la base minimum du SMIC horaire avec une minoration de 20 % au regard de la législation du travail (-17 ans).

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- De se prononcer favorablement sur le principe de la création de ces « chantiers de jeunes » dans le cadre de l'opération Job'Ados et de leur pérennisation.
- D'autoriser le recrutement de jeunes Romagnatois par voie contractuelle, ces jeunes étant rémunérés sur la base du SMIC horaire brut minoré de 20 % et les congés étant payés.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ces chantiers.

Pour 2021, les crédits ont été prévus au budget.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**Objet : 24 – 211004-24 Information du conseil municipal des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre des délégations accordées par le conseil municipal au titre de l'article L 2122-22 du CGCT**

- Urbanisme :

Vu le courrier du 3 mars 2021 de Mr le Directeur Départemental des Finances Publiques du Puy-de-Dôme – Service Local du Domaine expliquant que l'Etat envisage de céder trois parcelles cadastrées AM 214 de 833 m<sup>2</sup> (lieudit « La Guille » Saulzet) - C 279 de 620 m<sup>2</sup> (lieudit « Rigolet » chemin de Prat) et H 727 de 689 m<sup>2</sup> (lieudit « La Condamine » sous le Puy Giroux-Opme),

Vu la possibilité laissée à la commune d'exercer un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble appartenant à l'Etat, en application des articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'urbanisme,

Considérant que la commune est intéressée par l'acquisition de ces trois parcelles représentant une superficie totale de 2142 m<sup>2</sup>, pour un montant total de 1 150 € et ce dans l'intérêt de la commune, dans un but de constituer une réserve foncière favorisant la préservation de la biodiversité,

Il est précisé que la totalité des frais d'actes notariés seront mis à la charge de la commune,

**Monsieur le Maire exercera le droit de priorité**, en application des articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'urbanisme, pour l'acquisition des trois parcelles de l'Etat cadastrées AM 214 - C 279 et H 727, d'une superficie totale de 2 142 m<sup>2</sup>, dans l'intérêt de la commune (protection de la biodiversité), pour un montant total de 1 150 € avec, en sus, tous les frais liés à l'établissement de l'acte notarié.

**Objet : 25 – 211004-25 Désaffectation et déclassement de la parcelle AS 406 issue du foncier de l'ancien Lycée Vercingétorix**

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2020, concernant l'échange de parcelles à réaliser avec l'Ophis en limite du site de l'ancien lycée professionnel ;

Considérant que la parcelle AS n° 406 d'une contenance de 24 m<sup>2</sup> fait bien partie des unités foncières à céder à l'OPHIS dans le cadre des régularisations foncières liées à la restructuration du site ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de :

- se prononcer favorablement à la désaffectation puis au déclassement du Domaine public de la parcelle AS n° 406 pour 24 m<sup>2</sup>, préalablement à sa cession à l'OPHIS, dans l'acte d'échange à intervenir entre la Commune et l'Ophis.
- de l'autoriser à signer tout acte afférent à ce dossier.

|                                      |             |    |
|--------------------------------------|-------------|----|
| La présente délibération est adoptée | Pour        | 29 |
|                                      | Contre      | 0  |
|                                      | Abstentions | 0  |

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h30. La date de la prochaine réunion du conseil municipal est prévue pour le 8 juillet 2021.**